



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Jeudi 8 juillet 1971

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

à 10 h 10

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 2 de l'ordre du jour :	
Examen général de la politique économique et sociale internationale ( <i>suite</i> )	
Orateurs :	
M. Scott (Nouvelle-Zélande) . . . . .	45
M. Johnson (Jamaïque) . . . . .	48
M. Goad (OMCI) . . . . .	49
M. Davies (OMM) . . . . .	50
M. Nesterenko (Union des Républiques socialistes soviétiques) . . . . .	51
M. Godber (Royaume-Uni) . . . . .	53

Président : M. DRISS (Tunisie)

## POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*) [E/4942, E/4984, chap. III; E/5004, E/5005, E/5007, E/5009, E/5010, E/5016, E/C.2/726]

1. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) dit que, au cours des 10 ans qui se sont écoulés depuis que la délégation néo-zélandaise a pour la dernière fois siégé au Conseil économique et social, les grands problèmes économiques, commerciaux et financiers ont pris une importance croissante en politique étrangère. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est l'une des plus récentes manifestations de l'ajustement économique à l'échelle mondiale qui est en train de modifier le cadre de la politique internationale. Si des questions comme le désarmement, le maintien de la paix et les efforts internationaux concertés pour mettre au point des politiques internationales adéquates en matière de justice sociale et soulager les souffrances causées par les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme gardent toute leur importance, les problèmes commerciaux et économiques ont des incidences de portée mondiale. En dépit d'un accroissement considérable des échanges mondiaux, il y a eu aussi des signes d'une renaissance du protectionnisme et de conceptions commerciales qui tendent à résoudre les problèmes économiques et sociaux intérieurs en les exportant à l'étranger. Les gouvernements n'adaptent malheureusement pas toujours leurs politiques économiques nationales et étrangères à l'évolution de la situation. Il ne faut pas que le Conseil perde de vue qu'il doit s'occuper avant tout du bien-être, du progrès et du bonheur des êtres humains, et non de statistiques, de chiffres de production ou de taux de croissance.

2. Si la situation sociale mondiale n'est généralement pas très satisfaisante à l'heure actuelle, un fait encourageant est la prise de conscience de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux dans le processus de développement. La Nouvelle-Zélande a accepté sans réserve la nécessité d'une approche globale de ce genre. Depuis que l'homme s'est aventuré dans l'espace, la terre apparaît pour la première fois comme une seule et unique entité et, malgré ses divisions, comme le lieu où l'être humain doit accomplir sa destinée.

3. Au fur et à mesure que l'interdépendance économique entre les pays s'est accentuée, on s'est mieux rendu compte que les décisions économiques prises dans un pays ont des répercussions sur la prospérité des habitants de tel ou tel autre pays. Le secteur économique des activités diplomatiques devient une préoccupation intergouvernementale majeure, et les problèmes économiques et de développement tendront de plus en plus à prendre la première place dans les relations étrangères au cours des dernières années du siècle. Le régionalisme économique, l'inflation, les problèmes relatifs aux échanges et au développement, la coopération multinationale, les pressions protectionnistes contre les importations, les crises monétaires périodiques et leur relation avec la balance des paiements des États-Unis, les obstacles non tarifaires au commerce et les problèmes de la production agricole et de sa commercialisation sont parmi les grandes questions qui appellent de toute urgence des négociations et qui pourront être réglées si les gouvernements ont la volonté politique nécessaire.

4. En raison de l'importance du commerce avec les pays d'outre-mer pour son économie et de la nécessité de financer son développement par des emprunts de capital, la Nouvelle-Zélande est particulièrement sensible aux tendances et à l'évolution de l'économie mondiale. Un fait dominant est la persistance des tendances inflationnistes complexes dans les économies de marché du monde développé. L'élimination des conditions favorisant l'excès de la demande et l'apparition de taux relativement élevés de chômage n'ont entraîné pratiquement aucun ralentissement de la hausse très rapide des coûts dans les économies très développées. La croissance globale du PNB réel dans les pays industriels de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon a diminué en 1970. En dépit des décisions d'une grande portée prises par le FMI pour accroître les liquidités internationales, le déséquilibre monétaire international est chronique et s'aggrave peut-être, en grande partie par suite de changements structurels dans l'économie de ces pays.

5. Au cours des dernières années, il y a eu un grand essor des échanges entre les pays industriels développés, et leur économie a progressé en conséquence. Cette tendance pourrait à première vue sembler décourageante pour les

pays peu développés, mais les chiffres récents ont montré que leurs exportations à destination des pays développés ont augmenté au cours de la dernière décennie à un rythme plus rapide que leurs exportations vers d'autres pays en voie de développement, excepté en 1969, et ils ont ainsi bénéficié, dans une certaine mesure, de la croissance des échanges entre économies de marché développées. Il y a eu quelques cas, notamment à l'intérieur des groupements commerciaux régionaux, où les échanges entre pays en voie de développement ont augmenté plus rapidement que le taux moyen de la croissance globale de leurs exportations. L'intérêt croissant porté par les pays en voie de développement de la région de la CEAEO à la possibilité de développer les échanges entre eux est un fait encourageant, qui devrait conduire à une coopération concrète plus poussée et, il faut l'espérer, à une meilleure rationalisation et une plus grande complémentarité des industries des États membres produisant pour l'exportation.

6. Les observations du Secrétaire exécutif de la CEAEO (1777e séance) sur l'accroissement des opérations et des besoins de la CEAEO méritent d'être soulignées, notamment en raison du développement de ses opérations au cours des dernières années et de l'admission en son sein de plusieurs nouveaux États du Pacifique Sud. La Nouvelle-Zélande, qui est déjà étroitement associée à ces pays dans les domaines économique et social et celui du développement, accueille favorablement la possibilité de développer encore sa coopération, par le truchement de la CEAEO, avec les Fidji, Nauru, Tonga, le Samoa-Occidental, Papua et la Nouvelle-Guinée et le Protectorat des îles Salomon britanniques.

7. La Nouvelle-Zélande présente un grand nombre des caractéristiques d'une économie en voie de développement : dépendance étroite à l'égard des produits de base pour les recettes d'exportation, nécessité d'une diversification rapide des exportations et, en tant que producteur primaire, obligation d'importer des capitaux destinés à compléter les ressources limitées dont elle dispose pour son développement, notamment son développement industriel. Elle reconnaît néanmoins la responsabilité qui lui incombe, avec d'autres pays développés, d'encourager les exportations des pays en voie de développement. Elle participe à des accords de produits portant sur certains des grands produits de base présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement et, dans la mesure où son propre développement industriel le lui permet, elle accepte que des possibilités spéciales d'exportation soient assurées aux pays en voie de développement en Nouvelle-Zélande dans le cadre du système généralisé de préférences.

8. La performance de la Nouvelle-Zélande en matière d'aide est influencée à un point critique par sa capacité de se procurer des ressources d'exportation, et le succès de ses efforts pour se rapprocher de l'objectif de 1 p. 100 du PNB pour les transferts de ressources et de 0,7 p. 100 du PNB pour l'aide officielle au développement, fixé dans les paragraphes 4.2 et 4.3 de la Stratégie internationale du développement, dépendra de la mesure dans laquelle elle pourra écouler à des prix rémunérateurs sur les marchés d'outre-mer ses produits industriels, notamment ceux qui proviennent de l'élevage. Pour autant qu'on puisse le prévoir,

la plus grande partie de l'aide accordée par la Nouvelle-Zélande sera fournie sous la forme d'une aide officielle au développement. Encore que les objectifs soient encore assez loin d'être atteints, certains progrès ont été réalisés en 1970/71, en dépit de difficultés persistantes sur les marchés d'exportation, d'un déclin des termes de l'échange et d'un niveau élevé d'inflation à l'intérieur du pays.

9. Un des problèmes fondamentaux qui se posent aux pays en voie de développement est l'explosion démographique, qui annule le progrès économique et social. Cela sera l'un des principaux problèmes mondiaux des années à venir et constituera un défi colossal pour la communauté internationale.

10. Le secteur agricole, qui fournit à la Nouvelle-Zélande une bonne partie de ses recettes d'exportation, tend à se resserrer, d'une part en raison de la faiblesse des prix de certains grands produits de base sur les marchés extérieurs, et d'autre part, du fait de la hausse des coûts intérieurs et de ceux des importations. La Nouvelle-Zélande, comme d'autres pays en voie de développement qui sont étroitement tributaires de leurs exportations de produits agricoles et de leurs importations de produits manufacturés dont les prix tendent à refléter l'inflation qui sévit dans les pays exportateurs, a vu décliner rapidement le pouvoir d'achat de ses exportations. Les termes de l'échange à la fin de 1970 ont été les plus désavantageux enregistrés depuis 1946.

11. En dépit d'une diversification vigoureuse de la production destinée à l'exportation et de la recherche de nouveaux débouchés pour les exportations traditionnelles, l'économie de la Nouvelle-Zélande reste dans une large mesure tributaire et complémentaire de celle du Royaume-Uni. Les herbages constituent toujours la base industrielle de l'économie, fournissant plus de 80 p. 100 des recettes d'exportation et la majeure partie des ressources requises pour poursuivre la diversification de l'économie. Si les conditions du commerce international étaient justes, il y aurait une immense demande mondiale pour les produits néo-zélandais, notamment en raison de l'ampleur du problème posé par le déficit en protéines, mais les règles régissant le commerce international de ces produits ne sont pas généralement respectées, et il n'existe pas de débouchés de rechange pour les produits exportés par la Nouvelle-Zélande vers le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni ayant demandé à adhérer à la Communauté économique européenne, il y a eu un risque réel que, du fait de l'application de la règle de la préférence communautaire, l'agneau, le fromage et le beurre néo-zélandais ne soient évincés et ne doivent être écoulés sur un marché mondial pratiquement inexistant; la Nouvelle-Zélande a donc cherché à faire reconnaître sa situation spéciale et les effets désastreux pour son économie qui en résulteraient, à moins que l'on ne prévoie des arrangements particuliers. L'issue des négociations est maintenant plus claire. La Nouvelle-Zélande a obtenu un arrangement durable, pouvant être revu, pour la plupart de ses exportations de produits laitiers, mais, même dans ces conditions, il lui faudra procéder à une restructuration passablement radicale et coûteuse de ses industries. Elle espère maintenant pouvoir maintenir ses efforts internationaux plus larges en s'appuyant sur un avenir commer-

cial solide et en apportant le moins de bouleversements possible à ces industries produisant pour l'exportation qui ont constitué la base de sa croissance.

12. Les Comités du GATT pour l'agriculture, les produits industriels et le commerce et le développement créés après la négociation Kennedy ont eu pour objectif d'établir une base en vue d'une nouvelle série de négociations visant à libéraliser le commerce mondial, et leurs études ont porté sur les obstacles tarifaires et non tarifaires. Bien que les premières études aient été terminées il y a déjà quelque temps, on n'a guère avancé dans la recherche de solutions mutuellement acceptables à ces problèmes. La délégation néo-zélandaise trouve cependant un encouragement dans le fait que l'on reconnaît de plus en plus que les nations commerçantes devront bientôt entamer une nouvelle série de négociations multilatérales destinées à contenir les tendances protectionnistes qui se renforcent et pourraient être accentuées encore par les rajustements massifs dans les échanges résultant principalement de l'élargissement de la Communauté économique européenne. La délégation néo-zélandaise note avec satisfaction la création à un niveau élevé au sein de l'OCDE d'un groupe chargé de chercher des solutions à ces problèmes commerciaux, et elle espère que le GATT et l'OCDE poursuivront de toute urgence l'examen de ces questions. En dépit des violations fréquentes des règles du GATT relatives au commerce international des produits agricoles des pays tempérés, la Nouvelle-Zélande persiste à penser que la réglementation multilatérale des échanges est essentielle si l'on veut éviter une anarchie totale et une récession à l'échelle mondiale. Elle craint que de graves conséquences ne résultent de l'abandon du multilatéralisme au profit d'une combinaison d'arrangements commerciaux bilatéraux et régionaux.

13. La Nouvelle-Zélande juge encourageant le fait que la Communauté économique européenne ait entrepris de tenir compte des progrès réalisés vers la conclusion d'un accord mondial efficace et complet pour les produits laitiers, auquel la Communauté et les principaux pays consommateurs et producteurs seraient parties.

14. La délégation néo-zélandaise se propose comme objectif, au cours de la présente session du Conseil, de contribuer à l'adoption des propositions relatives à l'amélioration de l'organisation et de la conduite des travaux du Conseil qui ont été présentées à la cinquantième session par les délégations de la Grèce et de la Nouvelle-Zélande (E/L.1408/Rev.1). En tant qu'organe approprié pour assumer les nouvelles et importantes responsabilités liées à l'application de la science et de la technique au développement, le Conseil pourrait créer un nouveau comité permanent chargé de s'occuper de la question avec le concours du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

15. Les vues de la Nouvelle-Zélande au sujet du mécanisme d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement sont exposées en détail dans sa réponse à la note du Secrétaire général sur la question (voir E/4986, p. 9 à 13). La délégation néo-zélandaise estime que le Conseil devrait jouer un rôle primordial en ce qui concerne l'examen global. Le Comité économique du

Conseil devrait se consacrer exclusivement à cette tâche pendant les années où une évaluation doit avoir lieu, la possibilité étant prévue, s'il le faut, de tenir des réunions entre les sessions. Bien que la Nouvelle-Zélande ait souligné l'importance d'opérer dans le cadre du mécanisme existant, elle reconnaît que l'on peut faire valoir des arguments en faveur de la création d'un comité permanent assez large pour représenter d'une manière adéquate l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle serait prête à examiner des suggestions tendant à la création d'un comité d'une dimension analogue à celle du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, c'est-à-dire composé de 54 membres.

16. Sans doute la délégation néo-zélandaise ne croit pas que l'élargissement du Conseil soit en lui-même suffisant pour faire de cet organe un instrument plus efficace des Nations Unies, mais elle reconnaît la légitimité du point de vue de ceux qui sont favorables à un tel élargissement, et elle serait prête à en tenir compte lorsqu'il s'agira d'apprécier les progrès accomplis en ce qui concerne les objectifs primordiaux des mesures de procédure, de l'examen et de l'évaluation, ainsi que de la science et de la technique.

17. Le Gouvernement néo-zélandais est persuadé que le Conseil pourra trouver de nouvelles forces et devenir un instrument dynamique dans le cadre du système des Nations Unies. Il se félicite de l'examen des grands problèmes mondiaux dans les domaines économique et social et souhaite encourager le Conseil à agir comme il est envisagé dans la Charte. Le Conseil ne pourra pas remplir son rôle si les grands problèmes mondiaux qui sont de sa compétence sont laissés de côté. C'est pour cette raison que la délégation néo-zélandaise a dit que le Conseil se devait d'examiner la situation tragique des millions de personnes réfugiées en Inde à la suite des troubles du Pakistan oriental. Certes, la question est très délicate et toute chargée d'éléments politiques, mais les membres du Conseil souhaiteront examiner l'aspect humanitaire et les questions d'organisation de sa compétence afin de pouvoir prendre des décisions intéressant le bien-être des réfugiés et les secours à leur apporter. La délégation néo-zélandaise agira dans cet esprit. Il ne serait pas fructueux d'examiner les causes de cette situation ou les conditions politiques qui devront exister avant que les réfugiés ne retournent chez eux, mais le Conseil ne peut pas méconnaître le fait qu'il existe un problème de réfugiés d'une ampleur sans précédent. Le besoin d'une assistance supplémentaire reste énorme, et les problèmes de coordination sont complexes et ardu. La situation appelle un examen immédiat, et le Conseil ne peut pas se permettre d'attendre jusqu'à ce qu'il soit saisi du prochain rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Nul doute que le Haut Commissaire ne soit très désireux de participer aux débats du Conseil sur cette question. La délégation néo-zélandaise espère qu'il fera rapport au Conseil aussitôt que possible sur ses activités et sur son estimation de l'ampleur du problème, du type et de la quantité de secours nécessaires pour atténuer la gravité de problèmes immédiats et urgents, de la mesure dans laquelle la réaction internationale à l'appel du Secrétaire général correspond aux exigences de la situation,

ainsi que sur les difficultés rencontrées pour coordonner les efforts de secours déployés par les Nations Unies et d'autres organismes et les mesures que le Conseil pourrait prendre afin de faire en sorte que ces efforts soient suffisants pour faire face aux problèmes actuels et à long terme et soient coordonnés au mieux.

18. M. JOHNSON (Jamaïque) dit que la principale activité du Conseil, depuis trois ans que la Jamaïque y siège, a consisté à préparer la Stratégie internationale du développement. S'il ne s'agit pas d'une œuvre parfaite, la Stratégie traduit néanmoins la bonne volonté ainsi que les réserves de certaines grandes puissances, de même que la détermination des pays en voie de développement de tout faire, tant sur le plan national qu'en collaborant ensemble et en faisant appel aux pays développés, pour améliorer le sort de l'humanité. Les peuples des Nations Unies, par l'entremise de leurs gouvernements, se doivent d'agir de façon à pouvoir être fiers, à juste titre, de leurs efforts et de leurs réalisations pendant la Décennie.

19. La délégation de la Jamaïque se félicite de constater l'importance que l'on attache au rôle futur du Conseil. On pourrait procéder plus rapidement et plus efficacement si l'on décidait d'examiner en même temps la réorganisation du Conseil, l'aménagement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et le transfert des connaissances scientifiques et techniques aux pays en voie de développement, qui sont des questions connexes.

20. Il est indispensable de ne pas perdre de vue le rôle central que les auteurs de la Charte ont voulu conférer au Conseil. La délégation de la Jamaïque considère toujours le Conseil comme le premier organe directeur en matière économique et sociale. Les propositions tendant à augmenter le nombre de ses membres sont intéressantes et il faudrait les examiner sans délai. Les fonctions d'organe directeur du Conseil ne pourront cependant s'exercer comme il convient que sous réserve d'une étroite coordination avec les programmes des institutions spécialisées, et cette coordination ne pourra exister à l'échelon de l'ONU que si elle est déjà bien établie au niveau national. Les Etats Membres doivent se montrer fidèles à eux-mêmes dans la position qu'ils adoptent devant tous les organes des Nations Unies : ainsi, après avoir appuyé au Conseil une résolution sur la nécessité d'une coordination, ils ne doivent pas continuer à se comporter à l'égard des institutions spécialisées comme si elles constituaient des organismes tout à fait autonomes n'ayant guère de rapport avec l'ensemble du système.

21. Le CAC peut jouer un rôle capital dans la coordination : en s'acquittant de ses fonctions, il doit tenir compte de la nécessité d'assurer la coordination appropriée entre toutes les organisations du système des Nations Unies, d'éliminer les doubles emplois et de planifier les programmes futurs au niveau administratif. Il ne s'ensuit pas que les activités du CAC doivent se substituer au rôle qui revient nécessairement aux Etats Membres.

22. La Jamaïque accueille avec satisfaction les travaux de la CNUCED et de l'ONUDI, dont elle tire grand profit. Elle ne croit pas que le poids qu'ont ces deux organismes affaiblisse en rien le rôle du Conseil; ce sont des organes

subsidiaires de l'Assemblée générale, et les membres du Conseil sont très bien informés de leur activité grâce à l'étude détaillée de leurs travaux à laquelle procède chaque année l'Assemblée générale. Ce genre d'étude correspond exactement à ce que devrait faire le Conseil à l'occasion de son examen et de son évaluation générale s'il veut remplir le rôle qui lui a été attribué par la Charte et relever véritablement son prestige. Si l'on pouvait présenter chaque année à l'Assemblée générale un compte rendu plus circonstancié de tous les travaux des institutions spécialisées, on ferait un grand pas en avant dans la voie de la coordination.

23. Le perfectionnement de la documentation est un aspect mineur, bien qu'important, des nombreuses mesures administratives qu'il faudrait prendre pour que le rôle du Conseil soit efficace. Peut-être faudra-t-il envisager de nouveaux moyens de donner effet à toute résolution que l'on pourrait adopter sur les questions d'organisation du travail du Conseil. Vu l'insuffisance des crédits dont disposent actuellement les organismes des Nations Unies, il pourrait être utile que les chefs des secrétariats des institutions spécialisées s'emploient à coopérer plus étroitement avec le Conseil. La délégation jamaïque espère que les gouvernements n'auront jamais à en venir à envisager des mesures qui obligeraient les institutions spécialisées à respecter la fonction de coordination qui revient au Conseil.

24. Dans son rapport sur les travaux de sa septième session (E/4990), le Comité de la planification du développement a avancé des idées utiles sur l'exécution du programme pour la deuxième Décennie du développement. La délégation jamaïque lance un appel pressant pour qu'au cours de la Décennie les dépenses administratives soient maintenues à un minimum et pour que le Conseil et l'Assemblée générale formulent des directives tendant à assurer l'utilisation la plus efficace des crédits dont on compte disposer pour le développement.

25. On a dit que le Conseil n'avait pas su proposer les nouvelles techniques propres à assurer un rythme de développement compatible avec les aspirations de la majorité des pays du monde en voie de développement. Il ne faut pas perdre de vue cependant que le Conseil ne peut travailler isolément et qu'il ne peut diriger convenablement les travaux de la deuxième Décennie du développement sans qu'on lui fournisse régulièrement une analyse franche et concise de la situation dans tous les secteurs. Le représentant de la Jamaïque reconnaît que les gouvernements ont un rôle à jouer à cet égard et que les commissions économiques régionales ont un gros travail à faire pour rassembler, compiler et analyser les données régionales. Le Conseil devrait prendre note des secteurs où la coopération se fait mal et rechercher les voies et moyens de l'améliorer.

26. Si l'on veut que la Décennie soit une réussite, un changement fondamental d'attitude, aux niveaux national, intergouvernemental et administratif, est nécessaire. Le fonctionnement de toute organisation a besoin d'être évalué et réévalué à tous les stades, compte tenu des résultats obtenus. Le souci d'atteindre rapidement des résultats



concrets doit être le principe directeur dans l'élaboration de la politique de gestion de la Décennie.

27. S'il faut considérer la science et la technique et le succès de leur application au développement comme la clef du bien-être et de la production de richesses, le Conseil doit s'employer à conseiller l'Assemblée générale sur les moyens de mettre les pays en voie de développement en mesure de bénéficier de ces avantages. Le Conseil doit déterminer les goulets d'étranglement, suggérer des moyens de les éviter et favoriser la coopération constante des institutions spécialisées et des pays en voie de développement pour l'exécution de programmes permettant le transfert efficace de la science et de la technique. Le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement est un premier pas dans la bonne voie, mais il semble que la base sur laquelle il repose soit défectueuse. Peu de pays en voie de développement connaissent bien la science et la technique et, en l'absence de ces connaissances, l'application de la science et de la technique dans les pays en voie de développement n'est guère possible. Les Nations Unies devraient être en mesure de conseiller les pays en voie de développement, sur leur demande, quant aux meilleurs moyens d'établir un plan pour l'application, en matière économique, des sciences et des techniques nouvelles.

28. En préparant sa stratégie globale en vue du transfert de la science et de la technique aux pays en voie de développement, l'ONU devrait tirer profit de l'expérience du personnel technique des institutions spécialisées, cependant que celles-ci, dans leur effort pour donner à la stratégie globale toute sa signification, pourraient s'inspirer de l'expérience du personnel du Secrétariat de l'ONU et du personnel du PNUD, de la CNUCED et de l'ONUDI. Les pays en voie de développement seraient appelés à évaluer leurs besoins de spécialistes de l'administration publique, et des mesures devraient être prises pour faire en sorte que la gestion dans le secteur privé soit orientée vers un système scientifique. L'OIT, l'UNESCO, l'UNITAR et l'ONUDI ont fait œuvre utile en diffusant des renseignements dans les pays en voie de développement sur les méthodes à utiliser pour la formation des cadres. A cet égard, il convient d'accorder l'attention voulue au délai qui s'écoule entre la formation et la pratique de la gestion.

29. Si le Conseil réussit à mettre au point des directives et une politique touchant les opérations futures du système des Nations Unies dans ces secteurs, il aura beaucoup fait pour reprendre le rôle qui lui a initialement été dévolu.

30. M. GOAD (Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) dit qu'à son avis les petites organisations techniques comme la sienne jouent et continueront de jouer un rôle important dans l'ensemble du développement.

31. Les transports sont un élément essentiel de la création de richesses, et c'est par la voie maritime qu'est encore transporté le gros des produits de base dans le monde. Entre 1965 et 1969, les quantités totales de marchandises transportées par la voie maritime sont passées de 3 300 millions de tonnes à 4 520 millions de tonnes, et, avec l'accélération du développement, cette augmentation persis-

tera certainement. Le développement, qui ne peut être assuré sans l'échange de biens et services, dépend de l'efficacité des transports, et surtout des transports par mer. Non seulement les pays développés, mais aussi ceux des pays en voie de développement qui ont établi ou se proposent d'établir leur propre marine marchande, se trouvent aux prises avec divers problèmes humains et techniques à cet égard, notamment ceux qui consistent à protéger la vie du personnel navigant, à sauvegarder les investissements en capital que représentent les transports maritimes mondiaux, à se tenir au courant des changements technologiques rapides qui interviennent et à protéger l'environnement contre les conséquences évitables de la pollution due à la navigation.

32. En ce qui concerne ce dernier problème, il y aura d'ici deux ans sur les mers plus de 400 navires géants, dont chacun dépassera 200 000 tonnes de port en lourd et dont beaucoup transporteront du pétrole en vrac. Si l'un de ces navires ne pouvait parvenir à destination ou, pire encore, si deux de ces navires entraient en collision, il en résulterait une pollution considérable. L'accident survenu au *Torrey Canyon* en 1967 a coûté aux deux gouvernements intéressés environ 16 millions de dollars pour les opérations de nettoyage. A mesure que les pays en voie de développement s'industrialisent et ont de plus en plus besoin d'importer du pétrole pour répondre à la demande d'énergie, eux aussi vont avoir à faire face à des risques de cette nature.

33. Les travaux entrepris par l'OMCI pour combattre la pollution des mers et en minimiser les effets se sont orientés dans cinq directions : premièrement, interdiction complète du rejet délibéré d'hydrocarbures et autres substances nocives par les navires; deuxièmement, prévention du rejet accidentel de matières polluantes et, à cet effet, amélioration de la sécurité de la navigation et de la sécurité du transport des substances nocives; troisièmement, conclusion de traités internationaux conférant aux Etats des pouvoirs suffisants pour s'occuper plus efficacement de la pollution; quatrièmement, conclusion d'accords internationaux prévoyant la compensation des dommages causés par la pollution; et cinquièmement, étude des méthodes permettant de lutter contre la pollution une fois qu'elle s'est produite et diffusion générale de ces méthodes. Les gros progrès réalisés dans ces cinq directions doivent permettre à l'OMCI de réunir, en 1973, une conférence internationale sur la pollution des mers qui aura pour objet l'interdiction complète de la pollution délibérée et la réduction au minimum de la pollution accidentelle.

34. Ces activités s'intègrent bien dans les activités plus vastes de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, qui se tiendra à Stockholm en 1972, et l'OMCI a, dans toute la mesure possible, prêté son concours au Secrétaire général de cette conférence pour l'accomplissement des travaux préparatoires.

35. L'OMCI continue de favoriser, en matière de navigation maritime internationale, les normes de sécurité les plus élevées, qui sont indispensables si l'on veut sauvegarder les vies humaines et si l'on souhaite que la navigation continue d'attirer des personnes possédant les compétences et l'intégrité voulues.

36. Les difficultés qu'ont rencontrées plusieurs pays à propos du système de conteneurisation sont actuellement à l'étude, et tout porte à croire que la Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs, qui doit avoir lieu en 1972, aboutira à des accords internationaux, notamment pour les aspects techniques.

37. L'année écoulée a vu une augmentation très sensible de l'effort d'assistance technique de l'OMCI, accompli de concert avec l'OIT et la CNUCED, notamment sous la forme du lancement d'un grand projet du PNUD (Fonds spécial) au Brésil pour la formation d'officiers et autre personnel de la marine marchande brésilienne appelé à naviguer sur les bâtiments de la flotte moderne que se constitue ce pays. L'OMCI a également participé à un autre projet du Fonds spécial relatif à l'industrie de la construction navale en Bulgarie. L'OMCI s'oriente de plus en plus vers la coopération technique et est très qualifiée dans son propre domaine pour conseiller les pays qui le souhaiteraient sur les techniques de la navigation maritime.

38. M. Goad n'est pas compétent pour formuler des observations sur les méthodes de travail du Conseil, mais il peut lui donner l'assurance qu'avec ses moyens modestes et dans les limites de sa sphère d'activité l'OMCI peut jouer un rôle très actif dans la politique économique et sociale des organismes de l'ONU.

39. M. DAVIES (Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale) déclare que, étant donné la place accordée dans la Stratégie internationale du développement aux techniques précises d'évaluation, l'OMM s'intéresse tout particulièrement à la mise au point de techniques d'évaluation applicables dans les domaines de son ressort. S'il est impossible d'évaluer, par exemple, le nombre des accidents aériens évités grâce à l'efficacité d'un service météorologique, le nombre de vies et de biens épargnés grâce à la précision d'un système de prévision des crues ou les avantages durables qu'offre la possibilité de fournir des données hydrologiques précises à long terme pour la planification de projets de centrales hydro-électriques ou de systèmes d'irrigation, néanmoins l'évaluation quantitative de ces facteurs a quelque peu progressé et de nouvelles études sont en cours.

40. L'un des moyens utilisés à cette fin a consisté à déterminer des facteurs permettant de faire des analyses de coûts et rendements dans les diverses branches de la météorologie appliquée. Ainsi, dans le cadre d'une étude faite au Royaume-Uni, on a obtenu pour l'ensemble du service météorologique du pays, un rapport coût/rendement d'au moins 1:20, alors que pour les diverses branches de la météorologie appliquée ce rapport allait de 1:10 dans l'aviation à 1:100 en agriculture. Pour les services météorologiques de la France, il a été estimé à au moins 1:20, et pour ceux de l'Australie à plus de 1:27. Pour l'ensemble du service hydrométéorologique de l'URSS, il a été évalué à 1:4 ou 1:5; dans ce pays, grâce à une seule prévision à long terme annonçant que les crues des fleuves Amou-Darya et Syr-Darya devaient atteindre un niveau sans précédent à la sortie de l'hiver de 1969, on a pu prendre des mesures de précaution qui ont permis à l'URSS d'économiser plusieurs millions de roubles. Aux Etats-Unis, dans le bâtiment — qui

est, après l'agriculture, le secteur le plus sensible aux conditions météorologiques —, les économies dépassent 500 millions de dollars par an. Les chiffres qui viennent d'être indiqués ne sont pas rigoureusement comparables, car les méthodes d'évaluation varient d'un pays à l'autre, mais ils montrent que, d'un point de vue purement économique, les services hydrologiques et météorologiques nationaux sont très rentables.

41. La réponse de l'OMM à la résolution 2626 (XXV), par laquelle l'Assemblée générale a adopté la Stratégie internationale du développement, a été examinée à fond lors du Sixième Congrès de l'OMM, en avril 1971; le Congrès a adopté une résolution réaffirmant que l'OMM continuerait de poursuivre les objectifs fixés pour la deuxième Décennie du développement et de s'acquitter du rôle qui lui incombe dans le domaine de sa compétence. Dans cette résolution, le Congrès a aussi demandé qu'une étude soit consacrée à la façon dont l'OMM pourra collaborer avec l'ONU et d'autres institutions spécialisées, à l'examen et à l'évaluation proposés dans la Stratégie internationale du développement.

42. L'OMM estime qu'elle a pour rôle essentiel de contribuer à améliorer les services météorologiques et hydrologiques nationaux, pour qu'ils puissent apporter le maximum au développement économique des pays. Elle s'attache à favoriser l'application coordonnée et rationnelle des techniques modernes, comme l'utilisation de satellites en météorologie, d'une manière qui puisse être profitable à tous les pays. La Veille météorologique mondiale et le Programme de recherches sur l'atmosphère globale sont deux des grands programmes que l'OMM a entrepris pour donner suite à des résolutions de l'Assemblée générale. Le premier de ces programmes a été élargi pour comprendre un réseau mondial de stations de surveillance de la pollution atmosphérique. La Réunion intergouvernementale sur la surveillance de l'atmosphère et du milieu humain aura lieu au siège de l'OMM en août 1971. L'OMM participe aussi aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et aux travaux du Groupe fonctionnel de l'environnement du CAC. En application de la résolution 2733 D (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1970, demandant à l'OMM de prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer les effets nuisibles des tempêtes tropicales, l'OMM a lancé un projet concernant les cyclones tropicaux, pour lequel le projet OMM/CEAEO de protection contre les typhons est un point de départ utile.

43. M. Davies rend hommage à la collaboration fructueuse que les quatre commissions économiques régionales ont apportée à l'OMM pour répondre aux besoins des Etats membres dans les diverses régions. Deux conférences organisées conjointement, l'une avec la CEA et l'autre avec la CEPAL, sur les avantages économiques de l'application des connaissances météorologiques ont fourni des renseignements utiles sur la meilleure façon d'appliquer les données météorologiques et hydrologiques dans les régions intéressées. Le projet commun OMM/CEAEO de protection contre les typhons et la participation de l'OMM aux travaux du Groupe CEPAL/BCT/OMM/DSP/OMS sur les ressources hydrauliques sont deux autres contributions importantes au développement économique des régions.

44. M. Davies fait sienne la suggestion tendant à ce que les arrangements concernant la science et la technique fassent l'objet d'une analyse poussée lors de la discussion des mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (point 17 de l'ordre du jour). Comme le représentant des Etats-Unis l'a signalé, le rôle accru de la science et de la technique dans le développement économique et social justifie l'examen approfondi de cette question. De plus, les activités de maintes institutions spécialisées qui font rapport au Conseil ont un caractère scientifique et technique, et le Conseil trouvera peut-être le système révisé utile étant donné les responsabilités qui lui incombent envers ces institutions.

45. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que si l'on veut que les décisions du Conseil répondent aux besoins du moment et favorisent le progrès, la paix et la sécurité, il faut qu'elles soient fondées sur une évaluation objective et systématique de la situation actuelle dans le monde. Le monde n'est uniforme ni socialement ni économiquement : le cours que suit le développement varie sensiblement d'un pays à l'autre, tout comme l'orientation et le caractère du progrès social. Les événements de l'année écoulée montrent que l'accroissement de la production doit aller de pair avec la solution des problèmes sociaux. L'accroissement de la production ne saurait être une fin en soi : il doit servir de base à une amélioration constante du bien-être des masses, dont le travail offre à la société ses moyens matériels de croissance. Tel est le cas en Union soviétique et dans les autres pays socialistes.

46. En Union soviétique, on a assisté au cours des cinq dernières années à des améliorations quantitatives et qualitatives généralisées dans tous les secteurs de la production. On a enregistré des augmentations appréciables du PNB, du revenu national, des investissements et de la production industrielle. La production agricole a augmenté elle aussi, encore que, en raison de divers éléments extérieurs, l'agriculture soit restée le secteur le plus délicat de l'économie. On a également réalisé des progrès sociaux majeurs. Le revenu réel par habitant s'est sensiblement relevé et ce relèvement a été à l'avantage de tous les secteurs de la population, notamment des travailleurs les moins rémunérés et des travailleurs agricoles. Les pensions ont été améliorées et les congés payés prolongés. On a assisté à une montée en flèche de la production et de l'achat des biens de consommation durables. On a fait un effort généralisé et soutenu pour régler le problème du logement. Les services d'enseignement et de santé ont continué à se développer. En outre, le plan quinquennal en cours d'exécution prévoit de nouvelles améliorations sensibles dans tous les secteurs économiques et sociaux. Grâce au système socialiste de planification économique, il est possible de faire en sorte que l'expansion économique continue s'accompagne d'une amélioration régulière du bien-être matériel et culturel de la population. Les plans économiques de l'Union soviétique reposent sur les prémisses que le premier objectif de la production nationale doit être de répondre au mieux aux besoins culturels et matériels de la population et que le potentiel économique toujours croissant de la nation permet d'orienter l'économie vers la réalisation de cet objectif.

47. En Union soviétique, la science et la technique sont, elles aussi, mises au service du progrès social et reçoivent donc un appui financier et matériel toujours croissant. En vertu du système socialiste, la science et la technique contribuent à hâter l'expansion économique et à assurer le plein emploi, à surmonter les pénuries de main-d'œuvre et à répondre aux besoins nouveaux de tous les secteurs de la société. Ce progrès n'a nullement pour effet de réprimer les aspirations de l'individu ou d'en faire l'esclave de la machine; bien au contraire, il exige plus de connaissances spécialisées, de plus hautes qualifications et un niveau culturel plus élevé. Les plans de l'Union soviétique prévoient ces besoins. Le progrès scientifique et technique en Union soviétique s'accompagne d'une attitude responsable et vigilante à l'égard des ressources naturelles et de leur utilisation, ainsi qu'à l'égard de la protection de l'environnement. Il s'ensuit que ce problème n'est pas aussi grave en Union soviétique qu'en Occident, ce qui n'empêche pas que l'Union soviétique soit toute disposée à participer aux discussions internationales sur ce sujet.

48. La façon dont l'Union soviétique a su traiter les problèmes économiques et sociaux ne représente qu'un aspect de la riche expérience que les pays socialistes ont accumulée dans leur progrès vers la division internationale du travail et l'intégration économique, de façon à répondre aux besoins matériels et spirituels de leurs populations. Si le Conseil ne tient pas compte de cette expérience, il lui sera difficile de trouver des solutions appropriées aux problèmes que rencontre le monde moderne, dont le socialisme fait désormais partie intégrante.

49. Si la production a augmenté aussi dans d'autres régions du monde, notamment dans les pays industriels avancés d'Occident, l'accumulation de richesses matérielles dans ces pays n'a pas amélioré radicalement la condition des masses. Bien au contraire, ces pays se trouvent aux prises avec des problèmes de plus en plus graves d'inflation, de chômage, de maladies professionnelles et d'insécurité sociale. Le résultat en est une agitation sociale croissante, où les travailleurs se retournent non seulement contre des groupes déterminés d'employeurs, mais encore contre tout le système de gouvernement et le pouvoir des monopoles. On assiste à des grèves de grande envergure au Royaume-Uni, à des manifestations violentes aux Etats-Unis en faveur de l'égalité raciale et contre la guerre, à une agitation sociale croissante dans la République fédérale d'Allemagne et à des manifestations de conflits de classes aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves. Le progrès scientifique et technique dans ces pays a, dans une certaine mesure, permis d'accroître la production, mais il a aussi aggravé les problèmes sociaux en aggravant le chômage.

50. La croissance économique du monde occidental s'est accompagnée d'une instabilité et d'une inflation toujours plus marquées, de crises monétaires et d'une exploitation croissante des pays en voie de développement. La récession industrielle aux Etats-Unis a ralenti le rythme de croissance de la production des pays d'Europe occidentale. On a assisté à une baisse généralisée des investissements et à des augmentations de prix sans précédent, qui contrebalancent virtuellement toutes les augmentations de salaires obtenues par les travailleurs. On soutient dans certains milieux que

toute nouvelle augmentation de la production des pays occidentaux ne pourra aboutir qu'à une aggravation de l'inflation et, par conséquent, des problèmes économiques et sociaux. Pour combattre l'inflation, les gouvernements des pays occidentaux limitent les dépenses publiques notamment celles qui ont trait au logement et autres services sociaux et bloquent les salaires, dont l'augmentation est souvent présentée comme l'une des causes principales de la spirale inflationniste. Le représentant de la Grèce (1775e séance) voit dans l'inflation un phénomène international contre lequel il n'existe pas de remède. Certes, il n'y en a pas si les dépenses militaires des pays intéressés restent ce qu'elles sont. Les masses travailleuses pourraient, à juste titre, demander pendant combien de temps encore les crédits militaires continueront, à leurs dépens, de rester au niveau actuel et combien d'argent on compte encore soustraire au bien-être social pour l'orienter vers des fins militaires. Tant que ces gouvernements poursuivront leur politique de dépenses militaires généreuses et de stricte économie pour tout ce qui concerne l'aspect social, les tensions économiques et sociales actuelles que connaît une grande partie du monde persisteront.

51. De nombreux économistes ont attribué la crise monétaire de mai 1971 essentiellement à l'instabilité du dollar des Etats-Unis, à son déclin en tant que monnaie de réserve et à la disparition de la parité de l'or en même temps qu'à l'attrait croissant des possibilités d'investissement en Europe. Le Directeur général du FMI (1774e séance) et d'autres orateurs ont rattaché l'accentuation récente de la crise monétaire au déficit chronique des paiements des Etats-Unis. Ce déficit a atteint le niveau record de 5 milliards de dollars, avec un endettement à court terme de 50 milliards, dont moins du quart est couvert par les réserves-or. On constate et il ne faut pas s'en étonner une perte de confiance dans le dollar de la part des pays d'Europe occidentale, qui, en fait, participent indirectement aux dépenses du Gouvernement des Etats-Unis et notamment à ses dépenses militaires. Ces pays ont adopté diverses mesures pour porter remède à cette situation, mais ces mesures n'ont pas permis d'éliminer les causes premières de la crise. Comme le déficit des paiements des Etats-Unis a des répercussions internationales généralisées, il importe d'en rechercher les causes véritables. Il faut bien reconnaître que les causes profondes de la crise résident dans le caractère agressif de la politique étrangère des Etats-Unis ainsi que dans l'expansionnisme économique américain. Le représentant des Etats-Unis (1776e séance) a fait appel aux membres du Conseil pour qu'ils n'entravent pas cette expansion, mais la délégation soviétique, pour sa part, est persuadée que cette expansion, loin de faire disparaître les causes des difficultés économiques actuelles, ne pourra que créer de nouveaux problèmes.

52. Conformément à l'Article 65 de la Charte, l'une des tâches du Conseil économique et social consiste à assister le Conseil de sécurité dans ses efforts pour sauvegarder la paix dans le monde. L'un des moyens par lesquels le Conseil économique et social peut assister le Conseil de sécurité consiste à l'aider à découvrir les raisons des crises économiques et sociales, qui aboutissent trop souvent à des conflits militaires. De l'avis de M. Nesterenko, la crise

actuelle n'est nullement due à l'échec des accords de Bretton Woods, comme l'a laissé entendre un représentant; elle est due à la nature du système capitaliste, qui renferme en lui-même les germes de crises économiques périodiques.

53. Les événements de mai 1971 ont jeté des doutes sur l'efficacité de ce système. L'aggravation de l'inflation s'est répercutée sur tout le commerce international, et la dévaluation de certaines monnaies européennes a porté atteinte à la capacité de nombre de pays en voie de développement de payer leurs dettes. M. Nesterenko pense que le Conseil devrait étudier les effets de la crise sur le reste du monde afin de déterminer quelles mesures pourraient être prises pour protéger notamment les peuples des pays en voie de développement.

54. Le représentant de l'Union soviétique se félicite de constater que les peuples d'Amérique latine intensifient leur lutte contre les monopoles étrangers et s'orientent vers l'indépendance économique intégrale en prenant des mesures telles que la nationalisation des sociétés étrangères et en obtenant de plus en plus souvent des règlements à des conditions de faveur. On reconnaît toujours davantage la nécessité d'un contrôle plus sévère des capitaux étrangers dans les pays en voie de développement, mais il semble que la politique de l'ONU consiste plutôt à favoriser dans ces pays l'investissement étranger non contrôlé. M. Nesterenko invite instamment les membres du Conseil à retenir les leçons de l'histoire, qui montrent que la meilleure manière d'assurer le progrès économique et social est la coopération internationale, à laquelle l'URSS est profondément attachée.

55. L'URSS a des liens économiques étroits non seulement avec les autres pays socialistes mais encore avec les pays en voie de développement; sa coopération avec ces derniers pays, qui repose sur une division du travail équitable et non sur l'exploitation capitaliste, sert à renforcer les aspirations nationalistes. Les relations économiques de l'Union soviétique avec les pays occidentaux se renforcent aussi et pourraient s'améliorer encore si certains problèmes internationaux pressants pouvaient être résolus. L'URSS soutient qu'il est indispensable de mettre fin aux guerres d'agression qui se poursuivent encore dans le Sud-Est asiatique et en Proche-Orient et qu'il importe de conclure des accords interdisant l'emploi des armes nucléaires et bactériologiques. Tout en reconnaissant que le Conseil économique et social n'est pas essentiellement une tribune politique, le représentant de l'URSS croit que l'action du Conseil serait plus efficace s'il examinait les problèmes économiques et sociaux en tenant compte de leur contexte politique. A ce propos, le représentant de l'URSS se félicite de la suggestion formulée par le représentant des Etats-Unis, qui a dit que les problèmes mondiaux les plus graves devraient être inscrits à l'ordre du jour du Conseil.

56. M. Nesterenko tient à donner au Conseil l'assurance que l'URSS ne cherche nullement à minimiser l'importance des organismes des Nations Unies: bien au contraire, elle souhaiterait qu'ils soient mieux mis en mesure de régler les grands problèmes dont dépend le progrès économique et social dans le monde. M. Nesterenko ne croit pas que le



nombre des membres du Conseil présente une grande importance; ce qui importe, c'est la nature des problèmes qu'il a à traiter. De l'avis du représentant de l'URSS, il n'est pas nécessaire de créer un nouvel organe qui évaluerait le programme de travail du Conseil, car on dispose déjà de plus d'experts qu'il n'en faut pour s'acquitter de cette tâche.

57. Maintenant que le Conseil arrive au seuil de sa troisième décennie, il est essentiel qu'il trouve les moyens de faire en sorte que tous les pays du monde progressent sur la voie du développement, au lieu d'être victimes de crises économiques et militaires répétées.

58. M. GODBER (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique se félicite du resserrement des liens économiques entre l'Union soviétique et les pays occidentaux. Comme le représentant de l'URSS, il souhaite une meilleure compréhension politique, et il pense qu'une telle compréhension ne peut manquer d'aider le Conseil, l'Organisation des Nations Unies et le monde.

59. Les événements des derniers mois ont appelé l'attention sur le problème des secours en cas de catastrophe et sur le rôle que l'Organisation des Nations Unies doit jouer à cet égard. Il importe certes de créer un système permanent qui s'occuperait des catastrophes naturelles, mais pour l'instant il faut en priorité que la communauté internationale fournisse une aide au Pakistan oriental et au Bengale occidental. M. Godber accueillera avec intérêt les suggestions du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés quant au meilleur moyen de fournir cette aide. Il espère que le Conseil décidera de faire de son mieux pour étayer les efforts de l'ONU dans ce domaine et pour aider à renforcer et à élargir le programme de secours. Il faudra, en dernier ressort, trouver une solution sur le plan politique, mais dans l'immédiat, ce qu'il faut, c'est fournir une aide pour des raisons purement humanitaires.

60. La délégation du Royaume-Uni estime que le rapport complet du Secrétaire général sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle (E/4994) est un document des plus utiles. Bien que dans le passé, quand certaines catastrophes se sont produites, une aide généreuse ait été rapidement fournie par les gouvernements et par les Nations Unies, le plus souvent c'était inévitable cette aide était imprévue. M. Godber approuve donc pleinement la recommandation du Secrétaire général tendant à créer au sein du Secrétariat de l'ONU un bureau permanent chargé de l'assistance en cas de catastrophe naturelle. De l'avis de la délégation britannique, le mieux serait de créer ce bureau, qui serait semi-autonome, à l'Office des Nations Unies, à Genève, car cette ville est le siège de nombreuses institutions spécialisées et organisations bénévoles, ainsi que du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ce bureau serait dirigé par une personnalité internationale indépendante qui viendrait œuvrer dans le cadre du système des Nations Unies et aurait le titre de "coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe naturelle"; il appartiendrait au Secrétaire général de le nommer, après avoir pris l'avis des gouvernements. Le coordonnateur aurait pour tâche essentielle de réunir, grouper et diffuser tous renseignements possibles sur les

besoins et les ressources disponibles, de manière à pouvoir donner des conseils aux gouvernements et à coordonner les activités en cas de désastre. Pour que le coordonnateur puisse se consacrer à ce rôle important, sa tâche ne doit pas être alourdie par d'autres activités, telles que des opérations de relèvement de longue haleine.

61. La délégation britannique pense que la création d'un tel bureau ne serait pas excessivement coûteuse. Comme le Secrétaire général, elle est d'avis qu'un fonds spécial présenterait plus d'inconvénients que d'avantages. Pour les secours en cas de catastrophe le problème le plus grave est non pas le financement, mais la coordination, la planification et la direction.

62. La création d'un bureau chargé de l'assistance en cas de catastrophe naturelle sera une première étape vers la solution du problème, plus épineux sur le plan politique, des catastrophes provoquées par l'homme. Si la première initiative est couronnée de succès, il faudra envisager de l'étendre à cette deuxième sphère, plus vaste. M. Godber demande donc instamment au Conseil de s'intéresser tout spécialement à la question et de présenter à l'Assemblée générale des recommandations précises concernant l'adoption de nouveaux arrangements efficaces de coordination.

63. Un autre point important est inscrit à l'ordre du jour du Conseil, à savoir l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faut mettre au point un système capable de fournir les informations indispensables sur les progrès réalisés dans des domaines tels que la nutrition, l'alphabétisation et l'emploi, sans perdre de vue l'objectif visé en dernier ressort, qui est le développement. En expliquant comment les pays en voie de développement contribuent, par leurs propres efforts, à élever les niveaux de vie, on peut susciter un plus grand intérêt et une plus grande participation de la part de la population des pays qui ont fourni une aide au développement.

64. De toute évidence, le Conseil a un rôle important à jouer dans la préparation de l'examen et de l'évaluation globale des progrès par l'Assemblée générale. La question est de savoir si le Conseil a besoin d'un dispositif élargi pour s'acquitter non seulement de ce rôle, mais aussi de ses nombreuses autres fonctions. Sans ignorer que les pays non membres du Conseil qui désirent participer aux travaux de celui-ci sont nombreux, la délégation britannique a jugé qu'il ne serait pas sage de recommander un élargissement du Conseil lui-même. Tout amendement apporté à la Charte des Nations Unies aurait de larges répercussions, et, de l'avis de M. Godber, le désir d'une participation accrue peut être satisfait par d'autres moyens. Mieux vaudrait créer un nouveau comité permanent du Conseil qui serait chargé de l'examen et de l'évaluation et qui pourrait, au besoin, se composer d'un plus grand nombre de membres que le Conseil. Des arrangements similaires pourraient être pris pour la science et la technique. En outre, un plus grand nombre d'observateurs pourraient participer aux activités du Conseil.

65. Bien que les pays en voie de développement aient insisté sur le fait qu'ils étaient les principaux responsables

de leur développement, les pays avancés peuvent faire beaucoup pour les aider, à la fois dans le cadre de politiques économiques et commerciales et grâce à un apport accru en ressources financières. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé à essayer d'atteindre en 1975 l'objectif de 1 p. 100 du PNB pour les transferts de ressources fixé dans la Stratégie, et il a annoncé des plans prévoyant un accroissement considérable de l'aide publique. Des mesures sont également prises pour favoriser les investissements privés dans les pays en voie de développement; M. Godber espère que les gouvernements de ces pays créeront le climat favorable à cette fin. Pour que les investissements privés jouent pleinement leur rôle, la confiance doit régner; or, c'est directement aux pays en voie de développement qu'il appartient de susciter cette confiance.

66. De l'avis de M. Godber, l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne, qui est maintenant probable, pourra stimuler beaucoup le dévelop-

pement d'autres régions du monde. Elargie, la Communauté sera le plus gros marché du monde pour les pays en voie de développement et elle sera aussi leur plus grande source potentielle d'aide au développement.

67. La délégation britannique attache une grande importance à la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Les préparatifs de cette conférence ont déjà bien progressé lors de la réunion, qui s'est tenue à Londres du 14 au 18 juin 1971, du Groupe de travail intergouvernemental sur la pollution des mers. En se consacrant essentiellement aux problèmes qui exigent une intervention urgente au niveau international, les gouvernements devraient pouvoir, à la Conférence, mettre au point un programme de travail en matière d'environnement qui sera bénéfique à toute l'humanité.

La séance est levée à 13 h 15.